

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le (cf. Signature de l'approbateur)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AGC FRANCE SAS

AGC FRANCE SAS
100 rue Gambetta BP 1
59168 Boussois

Références : 2023 – V3 – 30
Code AIOT : 0007000761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement AGC FRANCE SAS implanté 100, rue Léon Gambetta BP 1 59168 Boussois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier du 03 janvier 2023, l'exploitant a informé Mr le préfet de la cessation temporaire d'activité sur le site du Boussois. Ce courrier mentionne les dispositions prises par l'exploitant pour la mise en sécurité de son établissement, le temps de cette cessation temporaire. L'inspection des installations classées a souhaité organiser une visite d'inspection afin de constater l'état du site au moment de sa mise à l'arrêt temporaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGC FRANCE SAS
- 100, rue Léon Gambetta BP 1 59168 Boussois
- Code AIOT : 0007000761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AGC France S.A.S est implantée sur la commune de Boussois dans la plaine alluviale de la Sambre, en bordure de rivière.

Le site est spécialisé dans la production de verre plat clair et extra clair obtenu à partir de matières premières (sable, carbonate de soude, dolomie, calcaire ...) qui sont mélangées puis fondues dans des fours fonctionnant au gaz naturel à des températures de 1600°C; cette matière en fusion est

ensuite versée sur un bain d'étain pour former un ruban de verre qui est refroidi progressivement.

2 tailles de plateau sont produits:

- les plateaux de grande taille (ou PLF) - dimensions: 6 m x 3.21 m - représentent 80% de la production
- les demi-plateaux (ou DLF) - dimensions: 2 X 3,21 m - représentent 20% de la production

L'épaisseur des plateaux de verre varient de 3 à 12 mm d'épaisseur; les plus grosses épaisseurs étant destinées aux façades des grands immeubles et aux vitrines.

Les plateaux de verre ne subissent pas de transformation sur place.

La capacité de production est de de 430 000 tonnes par an.

L'installation est composée de deux lignes de production : ligne B1 et ligne B2

La ligne B1 a une capacité de production de 800 t/j. Elle est équipée d'un four verrier qui utilise le procédé d'oxycombustion (combustion oxygène / gaz). Cette technologie a pour but d'améliorer les consommations énergétiques et de diminuer les rejets atmosphériques Cette ligne a été arrêtée en octobre 2020.

La ligne de production Float B2 a une capacité de production de 700 t/j et est équipé d'un four verrier classique (combustion air / gaz). Compte tenu de la crise énergétique de 2022, ce four a été arrêté en octobre 2022. Ce four ne pourra pas être redémarré et devra être reconstruit (l'arrêt pour reconstruction était prévu pour 2024/2025 avant la crise énergétique).

Les activités du site sont encadrées par l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter du 27 septembre 2019.

Le thème de visite retenu est le suivant : Cessation temporaire

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 1.1	/	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 2.2	/	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 2.4	/	Sans objet
4	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 3	/	Sans objet
5	Origine de l'approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 8.1	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 15.1	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 21	/	Sans objet
8	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 27	/	Sans objet
9	Stockage temporaire des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 29.2	/	Sans objet
10	Réseau et programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 33.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 35.3	/	Sans objet
12	Installations de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 37	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à un grand nettoyage de l'établissement sur la fin d'année 2022, suite à l'arrêt de la production.

L'outil de production a été arrêté pour permettre un redémarrage dans de bonnes conditions du four B1, quand la situation économique le permettra.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 1530.3 : Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) - Régime de la déclaration</p> <p>Stock pour conditionnement verre plat: Local Twin : Flasque bois 3500 m³ Porte 62 bis: intercalaire carton 1200 m³ Local Diaplus: bois de calage 1200 m³ Soit un dépôt de 5 900 m³</p> <p>Rubrique 2517-2 : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques - Régime de la déclaration</p> <p>Capacité maximale de stockage : Sable : 25 000 tonnes Carbonate de soude: 2 x 1050 tonnes Dolomie : 2000 tonnes Calcaire : 1000 tonnes Laitier: 4 x 45 tonnes + silo 150 tonnes Sulfate de soude : 57 tonnes Calcin : 4 zones 503/504/sc1/sc2 Soit une superficie de 8 150 m²</p> <p>Rubrique 2663.1 : Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) - NON CLASSÉ Stockage de mousse polystyrène pour le conditionnement Volume maximal stocké : 199 m³</p>
<p>Constats : Par courrier du 03 janvier 2023, l'exploitant a indiqué à Mr le préfet que le site de Boussois sera temporairement sans activité de fusion et de production pendant une période prévisionnelle de 18 à 24 mois; voire 36 mois selon l'évolution de la situation économique en Europe de l'ouest.</p> <p>La Direction du Groupe a confirmé le maintien d'une activité de stockage / réexpédition de verre à partir du site de Boussois en ayant recours aux bâtiments dédiés précédemment à cette activité, et pour partie disponible. Les stocks de verre restant sont progressivement écoulés. Le jour de l'inspection, il reste moins de 1900 tonnes de verres de grande taille et environ 200 tonnes de verre de petite taille. Les matières premières servant à l'emballage restantes seront envoyées aux autres sites du groupe.</p> <p>Cette activité de logistique sera assurée en horaire de jour la semaine et permettra le maintien de 8 postes. Il y aura ainsi une rotation d'environ 10 camions par jour, bien moins que précédemment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
Constats : Le site a fait l'objet d'un nettoyage sur la fin de l'année 2022. Le site au jour de l'inspection est propre et entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Le site est progressivement mis en sommeil. Les lignes de production ont été bâchées afin de protéger l'outil industriel en vue de son redémarrage. L'usine a été nettoyée et le personnel de maintenance toujours présent sur site organise le déplacement de l'atelier à proximité du four B1, identifié comme celui qui sera rallumé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits utilisés ou stockés dans les installations.
Constats : En plus de l'activité de stockage, seront maintenus sur le site différentes activités permettant d'assurer les activités de gestion du site sur les plans administratif et humain. Ainsi, les activités administratives (direction, gestion sociale et financière, HSE) requerront la présence d'environ 8 personnes, l'activité administrative du siège social 7 à 8 personnes et l'activité de maintenance requiert quant à elle environ 6 personnes. <p>Sur le plan de la surveillance et de la préservation des installations du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un gardiennage est mis en place afin de réduire le risque d'intrusion sur le site. - des rondes seront réalisées le samedi / dimanche et jours fériés. - l'exploitant a densifié son réseau de vidéosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Origine de l'approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau utilisée dans l'établissement provient : <ul style="list-style-type: none"> - Du réseau d'eau public de la ville de Boussois, - D'un prélèvement dans la rivière Sambre, - D'un forage H10573 dans l'aquifère du Frasnien <p>Le prélèvement dans la rivière Sambre présente les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'eau pompée décante, préalablement à son utilisation, dans quatre lagunes destinées à cet effet, - Son usage est strictement réservé aux besoins industriels : circuits de réfrigération nécessitant un apport de 20m3/h, production de vapeur : 10m3/h, préparation de la composition verrière : 15m3/h, circuit incendie muni d'un système de purge permanente consommant environ 10m3/h, soit un total d'environ 60m3/h. <p>Les prélèvements dans la Sambre sont restitués à ce milieu après usage. L'usage du réseau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, ainsi qu'aux opérations d'entretien et de maintien hors gel de ce réseau.</p>
Constats : Il n'y a plus de prélèvement d'eau dans la Sambre, ni dans le forage existant. Seule persiste l'utilisation d'eau de ville pour les sanitaires et le nettoyage. <p>Les pompes flottantes de la Sambre ont été hivernées, la pompe après les lagunes a quant à elle été mise à l'arrêt.</p> <p>La cessation d'activité étant temporaire, l'exploitant souhaite conserver son forage. Celui-ci est convenablement capoté, cadénassé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 15.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de son établissement. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après et selon les normes en vigueur.
Constats : L'exploitant sollicite l'arrêt de cette surveillance le temps de la cessation temporaire, compte tenu que seul perdure le rejet des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après et selon les normes en vigueur figurant en annexe.
Constats : L'exploitant sollicite l'arrêt de cette surveillance le temps de la cessation temporaire, compte tenu de l'arrêt des installations à surveiller.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements prévus à l'article précédent.
Constats : La dernière campagne de surveillance a eu lieu en mars 2022. L'exploitant envisage de procéder à une mesure sans activité pour disposer du bruit de fond de son environnement, en absence de ses installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Stockage temporaire des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 29.2
Thème(s) : Autres, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, hormis le calcin, les réfractaires, les déchets de composition, les ferrailles et le bois, doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant valorisation ou élimination des déchets, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et, si possible, être protégés des eaux de pluie. Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements.</p> <p>Constats : L'exploitant a procédé au nettoyage de son établissement sur le dernier trimestre 2022. Les déchets ont été évacués. Les matières premières en silo ont été transférées vers d'autres sites du groupe. Le jour de l'inspection, le hall du four B2 contient de nombreux big bag de déchets de sulfate issus de l'arrêt du four. L'exploitant a d'ores et déjà signé un bon de commande pour l'évacuation de ces déchets. Le prestataire a prévu un enlèvement début mars. Ces big bag sont à l'abri, dans un bâtiment cadenassé. Il n'y a pas de risque associé à ce stock temporaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Réseau et programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 33.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La localisation des ouvrages est précisée sur le plan de l'annexe I. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance. Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE....). L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :</p> <p>Constats : L'exploitant s'engage à poursuivre la surveillance piézométrique le temps de la cessation temporaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 35.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p>

- des pompes électriques :
 - 5 pompes submersibles de 100 m3/h
 - 2 pompes submersibles de 120 m3/h
 - 1 pompe submersible de 50 m3/h
 - 1 pompe submersible de 12 m3/h
 - 1 pompe centrifuge de 3 m3/h
- des pompes thermiques :
 - 2 pompes de 150 m3/h
 - 2 pompes de 100 m3/h
 - 1 pompe de 350 m3/h
 - 1 pompe de 50 m3/h
 - 1 pompe de 25 m3/h
- des équipements complémentaires suivants :
 - 858 extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur des aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. A minima un extincteur à eau pulvérisée 6 litres doit être disposé pour 200 m² de plancher.
 - 37 extincteurs à roues (poudre ABC),
 - 1 réseau de RIA conforme aux normes NFS 61 201 et NFS 62 201 de diamètre nominal 33 mm.
 - 1 MPR 60 m3/h,
 - 1 fourgon dédié,
 - des lances de DN 65 et DN 40 en nombre adapté aux moyens de pompage internes,
 - des robinets diffuseurs de type « mitrailleuse »,
 - 400 mètres de tuyaux DN 70 et DN 45,
 - 1 dispositif de production de mousse avec 400 litres d'émulseur synthétique,
 - 1 point d'aspiration dans la Sambre équipé d'une crépine,
 - 1 point d'aspiration à l'ouest du site permettant la mise en aspiration d'un engin de secours,
 - 1 point d'aspiration à l'est du site permettant la mise en aspiration d'un engin de secours,
 - 3 poteaux incendie implantés, signalés et entretenus conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Contre l'Incendie du Département du Nord. Par ailleurs, il doit être permis au SDIS d'effectuer la reconnaissance opérationnelle annuelle des points d'eau incendie (PEI). A ce titre, il y a lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique des PEI comprenant la mesure de débit des poteaux d'incendie et ceci au moins tous les trois ans. Enfin, il convient d'avertir sans délai, le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent, en cas d'indisponibilité des PEI et de retour à l'état disponible de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS et remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.
 - 1 dévidoir mobile équipé de tuyaux DN 70 avec « divisions »,
 - 3 projecteurs avec accumulateurs,
 - 1 embarcation avec barrages flottants dans l'hypothèse d'une pollution de la Sambre,
 - de réserves de sable sec et de produits absorbants judicieusement répartis.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats : Compte tenu de l'arrêt du prélèvement dans la Sambre, le réseau de RIA est rendu indisponible. L'exploitant poursuit l'entretien annuel de ses extincteurs et de son système de détection/extinction.

Afin de pallier à l'arrêt du prélèvement dans la Sambre, et donc à l'indisponibilité du réseau de RIA et de 2 poteaux incendie alimentés par le même réseau, l'exploitant prévoit l'achat d'une motopompe supplémentaire et l'installation de 2 bâches souples, à proximité des dangers à combattre, à savoir le temps de la cessation temporaire, le stockage.

L'inspection a invité l'exploitant à se rapprocher du SDIS - service prévision pour évoquer ce point avec eux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Installations de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2019, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Légionellose
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de refroidissement sont entretenues, exploitées, vérifiées et surveillées conformément à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées ou tout autre texte modifiant cet arrêté ministériel.
Constats : Les installations de refroidissement sont à l'arrêt. Aussi, l'exploitant sollicite l'arrêt de cette surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet